|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Macintosh HD:Users:bilodeau:Desktop:logos:template 2017:un.emf |  | **CBD** |
| CBD_logo_fr-CMYK-black [Converted] | Distr.LIMITÉECBD/COP/15/L.211 octobre 2021FRANÇAISORIGINAL : ANGLAIS |

# CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

Quinzième réunion (Partie I)

Kunming, Chine, 11-15 octobre 2021

Point 7 de l'ordre du jour

**BUDGET PROVISOIRE PROPOSÉ POUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE, DU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES ET DU PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L’ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES POUR L’ANNÉE 2022**

**Projet de décision soumis par le Président du Comité du budget**

*La Conférence des Parties*

*Rappelant* sa décision 14/37, dans laquelle elle approuve le budget de la période biennale 2019-2020 et demande à la Secrétaire exécutive de préparer des propositions budgétaires pour la période biennale 2021-2022,

*Rappelant également* sa décision EM-2/1, dans laquelle elle approuve la prolongation du budget de la période biennale 2019-2020 et, à titre exceptionnel, un budget provisoire de 2021,

*Prenant compte* de la décision de présenter la quinzième réunion de la Conférence des Parties en deux parties, la partie I du 11 au 15 octobre 2021 et la partie II du 25 avril au 8 mai 2022, à cause des restrictions imposées par la pandémie de la COVID-19, et que l’examen et l’adoption d’un budget ordinaire ou complet sont prévus au cours de la partie II de la réunion,

*Prenant note,* par conséquent, de la nécessité de prendre des arrangements pour maintenir le fonctionnement ininterrompu des organes de la Convention, dont le Secrétariat et les réunions de la Conférence des Parties et des organes subsidiaires,

*Prenant note* de la proposition du Bureau de la Conférence des Parties que les Parties examinent et approuvent un budget provisoire pour 2022, à titre exceptionnel, selon les modalités convenues,

*Ayant examiné* la note de la Secrétaire exécutive[[1]](#footnote-2),

*Rappelant* l'importance d'une information rapide et facilement compréhensible sur les questions financières et administratives, permettant aux Parties de bénéficier d'un secrétariat efficace et efficient et de le soutenir,

*Rappelant également* la nécessité d'une prise de décision inclusive lors des réunions de la Conférence des Parties et des Parties à ses Protocoles et, en particulier, les dispositions des paragraphes 35 à 44 de la décision 14/37 sur le Fonds spécial de contributions volontaires (BZ) destiné à faciliter la participation des Parties aux processus de la Convention,

*Reconnaissant* la nature exceptionnelle des circonstances découlant de la pandémie et exprimant sa solidarité avec toutes les Parties face aux conséquences humaines et économiques de cette pandémie qui perdure,

1. *Approuve,* à titre exceptionnel et provisoire, un budget-programme de base de 13 645 264 dollars des États-Unis pour la Convention pour l’année 2022, représentant 74 pour cent du budget provisoire intégré de 18 439 546 dollars des États-Unis pour l’année 2022, pour les besoins indiqués dans les tableaux 2a et 2b ci-après ;
2. *Confirme* la prolongation de certaines parties du budget 2019/2020 jusqu'à la fin de la deuxième partie de la réunion de la Conférence des Parties (Partie II) et du budget de base pour 2021, comme indiqué dans sa décision EM 2/1 et dans le tableau 1 ci-après ;
3. *Décide* de répartir tous les coûts des services de Secrétariat entre la Convention, le Protocole de Cartagena et le Protocole de Nagoya dans la proportion actuelle de 74:15:11 pour l’année 2022 ;
4. *Remercie* le pays hôte, le Canada, de renouveler son soutien pour le Secrétariat et *se réjouit* de la contribution de 2 092 229 dollars canadiens du pays hôte et de la Province de Québec pour l’année 2022, pour le loyer et les coûts apparentés du Secrétariat à Montréal, répartis dans la proportion actuelle de 74:15:11 afin de compenser les contributions des Parties à la Convention, au Protocole de Cartagena et au Protocole de Nagoya, respectivement, pour l’année 2022 ;
5. *Adopte* un barème de contribution pour la répartition des dépenses de 2022, présentées dans le tableau 4 de la présente décision, conforme au barème de contribution actuel pour la répartition des dépenses des Nations Unies, en prenant note que l’Assemblée générale des Nations Unies devrait approuver un barème de quotes-parts pour la période 2022-2024 en décembre 2021 et que le nouveau barème s’appliquera au calcul des contributions de 2022 dès sa publication ;
6. *Adopte également* le tableau d’effectifs (tableau 3) du secrétariat pour l’année 2022, qui servira à l’établissement des coûts dans le budget global ;
7. *Demande* au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement de fournir des informations pertinentes en vue de l'examen du poste de Secrétaire exécutive adjointe par la Conférence des Parties à la seconde partie de sa quinzième réunion, pour étude dans le contexte des besoins globaux en personnel du secrétariat ;
8. *Autorise* la Secrétaire exécutive, à titre exceptionnel, à reclasser à la classe P-4 le poste d'assistant spécial au sein du Bureau de la Secrétaire exécutive, conformément à toutes les règles et réglementations pertinentes des Nations Unies, et *prie* la Secrétaire exécutive de fournir à la Conférence des Parties, à la seconde partie de sa quinzième réunion, des informations relatives au cadre juridique, y compris les éventuelles incidences juridiques liées au reclassement ;
9. *Autorise également* la Secrétaire exécutive à contracter des engagements dans la limite du budget approuvé, en faisant appel aux ressources de trésorerie disponibles, y compris les soldes non dépensés, les contributions d'exercices financiers antérieurs et les recettes diverses, conformément aux décisions de la Conférence des Parties et aux règles et règlements financiers du Programme des Nations Unies pour l'environnement, et *prie* la Secrétaire exécutive de rendre compte des détails et de la justification de toute réaffectation du budget conformément au paragraphe 11 ci-après ;
10. *Note* que les reprises des sessions de la vingt-quatrième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques et de la troisième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de l'application de la Convention sur la diversité biologique, ainsi que la troisième réunion du Groupe de travail à composition non limitée sur le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, se tiendront en janvier 2022, et, reconnaissant que tous les efforts seront déployés par les Parties et d'autres pour achever les travaux en cours, *décide*, à titre exceptionnel et selon les besoins, de rechercher, en consultation avec le Bureau de la Conférence des Parties, des contributions volontaires supplémentaires pour faciliter tout travail supplémentaire ciblé nécessaire pour assurer la finalisation et l'adoption, à la deuxième partie de la réunion de la Conférence des Parties, du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020;
11. *Autorise* la Secrétaire exécutive à opérer des transferts de ressources entre les programmes, entre chacune des principales lignes de crédit figurant dans le tableau 2b ci-dessous, étant entendu que le total des sommes transférées ne devra pas dépasser 15 % du montant estimatif total des dépenses imputées sur ces lignes de crédit et que, pour chacune de ces lignes de crédit, la réduction ne devra pas être supérieure à 25 % ;
12. *Invite* toutes les Parties à la Convention à noter que les contributions aux budgets des programmes de base (BY, BG et BB) sont dues le 1er janvier de l'année pour laquelle ces contributions ont été budgétisées et à les verser rapidement, et *demande* que les Parties soient informées du montant de leurs contributions le plus tôt possible au cours de l'année précédant celle où les contributions sont dues ;
13. *Note avec préoccupation* qu'un certain nombre de Parties n'ont pas payé leurs contributions aux budgets de base (fonds d'affectation spéciale BY, BG et BB) pour 2020 et les années précédentes, y compris les Parties qui n'ont jamais payé leurs contributions, et *note également* que, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public adoptées par les Nations Unies[[2]](#footnote-3), un montant estimé à 582 370 dollars pour la Convention, impayé à la fin de 2020, doit être déduit du solde du fonds et ne peut donc pas être utilisé au profit de toutes les Parties à la Convention;
14. *Rappelle,* dans ce contexte, le paragraphe 27 de la décision 14/37 et prie la Secrétaire exécutive de demander sans plus tarder au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, en sa qualité d'administrateur, de communiquer aux Parties concernées des informations sur les arriérés de contributions, en utilisant, le cas échéant, les voies diplomatiques disponibles ;
15. *Prie* la Secrétaire exécutive, en consultation avec le Bureau, de continuer à surveiller la disponibilité des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale volontaire (BZ) et, compte tenu de la nécessité de relever les défis particuliers auxquels les pays en développement sont confrontés en raison de la pandémie de COVID-19, de rechercher des contributions accrues de fonds externes au Fonds d'affectation spéciale BZ, en vue de permettre la participation pleine et effective des pays en développement Parties ainsi que des pays à économie en transition à la reprise des sessions de la vingt-quatrième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, technique et technologique, de la troisième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de l'application, de la troisième réunion du Groupe de travail à composition non limitée sur le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 et de la deuxième partie de la quinzième réunion de la Conférence des Parties, en continuant à accorder la priorité au financement des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement ;
16. *Prie* également la Secrétaire exécutive, lorsqu'elle soumettra le rapport demandé au paragraphe 37 de la décision 14/37, de prêter attention aux effets de la pandémie actuelle;
17. *Affirme* que la présente décision est sans préjudice des autres décisions qui seront prises par la Conférence des Parties à la Partie II de sa quinzième réunion et, en conséquence, demande à la Secrétaire exécutive de mettre à jour le budget de base et le budget volontaire pour 2022 de la Convention et de ses Protocoles afin de permettre une mise en œuvre rapide et efficace du nouveau Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, en puisant éventuellement dans les réserves disponibles pour couvrir les coûts de base supplémentaires, le cas échéant;
18. *Prie* la Secrétaire exécutive d'établir des propositions budgétaires pour la période 2023-2024, en attendant que la Conférence des Parties prenne une décision concernant les dates de sa seizième réunion ;
19. *Prie également* la Secrétaire exécutive d'élaborer et de présenter un programme de travail actualisé, détaillé et intégré pour la période 2023-2024, qui énonce les objectifs, les tâches à accomplir par le secrétariat et les résultats escomptés pour chaque poste budgétaire, pour la Convention et ses Protocoles, afin que la Conférence des Parties à la Convention et la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties à ses Protocoles puissent l'examiner à leurs prochaines réunions, ainsi qu'un budget-programme correspondant suivant la présentation du projet de budget-programme pour le Programme des Nations Unies pour l'environnement, y compris la déclaration d'information supplémentaire, pour l'exercice biennal, avec trois variantes:

a) Faire une évaluation du taux de croissance requis pour le budget du programme (fonds d'affectation spéciale BY, BG et BB) qui ne devrait pas dépasser une augmentation de 4 % par rapport au niveau total de 2019-2020 moins le montant de la ligne budgétaire K sur les réunions extraordinaires liées au Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, en valeur nominale ;

b) Maintenir le budget du programme (fonds d'affectation spéciale BY, BG et BB) au niveau total de 2019-2020 moins le montant de la ligne budgétaire K sur les réunions extraordinaires liées au Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 en termes réels ;

c) Maintenir le budget du programme (fonds d'affectation spéciale BY, BG et BB) au niveau total de 2019-2020 moins le montant de la ligne budgétaire K sur les réunions extraordinaires liées au Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 en valeur nominale.

**Tableau 1**

**État du budget reporté approuvé pour 2019-2020 par poste de dépense**

 *(Milliers de dollars des États-Unis)*

| *Poste de dépense* | *Report de budget* | *Total des dépenses* | *Réaffecté aux réunions en 2022* | *Écart* |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| *(31-12-2021)* |
| Réunions du Bureau | 165,00  | 0,00  |   | 165,00  |
| Réunions | 2 842,20  | 1 364,20  |   | 1 478,00  |
| Réunions d'experts | 150,00  | 0,00  | 100,00  | 50,00  |
| Réunions extraordinaires sur l'après-2020 | 210,00  | 43,00  | 167,00  | 0,00  |
| **Sous-total (I)** | **3 367,20**  | **1 407,20**  | **267,00**  | **1 693,00**  |
| **II. Coûts d'appui au programme (13%)** | 437,74  | 182,94  | 34,71  | 220,09  |
| **Sous-total (I + II)** | **3 804,94**  | **1 590,14**  | **301,71**  | **1 913,09**  |

**Tableau 2a :**

**Budget intérimaire intégré des fonds d'affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique et de ses protocoles pour 2022**

*(Milliers de dollars des États-Unis)*

| *Poste de dépense* | *2022*  |
| --- | --- |
| A. Frais de personnel | 12 220,00  |
| B. Voyages en mission officielle | 275,00  |
| C. Consultants/sous-traitants | 50,00  |
| D. Matériel de sensibilisation du public/communications | 50,00  |
| E. Assistance temporaire/heures supplémentaires | 100,00  |
| F. Formation | 5,00  |
| G. Traduction du site web du CHM/projets de site web | 65,00  |
| H. Réunions \* | 1 198,00  |
| I. Loyer et coûts associés | 1 481,22  |
| J. Frais généraux de fonctionnement | 726,60  |
| **Sous-total (I)** | **16 170,82**  |
| **II. Coûts d'appui au programme (13%)** | 2 102,21  |
| **Sous-total (I + II)** | **18 273,03**  |
| **III. Réserve de fonds de roulement** | 166,51  |
| **Total général (II + III)** | **18 439,54**  |
| Part de la Convention dans le budget intérimaire (74%) | 13 645,26  |
| Moins : Contribution du pays hôte | (1 238,60) |
| Moins : Utilisation des réserves des années précédentes | (777,00) |
| **Total net (montant à partager entre les Parties)** | **11 629,66**  |

**\*** Réunions à financer sur le budget provisoire pour 2022 en complément du report conformément au tableau 1 ci-dessus :

1/ Quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention, dixième réunion des Parties au Protocole de Cartagena et quatrième réunion des Parties au Protocole de Nagoya, tenues simultanément pendant 14 jours.

2/ Reprise de la vingt-quatrième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, de la troisième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de l'application et de la troisième réunion du Groupe de travail à composition non limitée sur le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, pendant 17 jours.

3/ Il est prévu que, lors de la deuxième partie de sa quinzième réunion, la Conférence des Parties examine la nécessité d'allouer des crédits budgétaires aux réunions du Bureau et des experts afin de garantir la participation pleine et effective des pays en développement et des pays à économie en transition. Les Parties, par l'intermédiaire du Bureau, continueront de suivre les circonstances extraordinaires liées à la pandémie de COVID-19, et rien dans la présente décision ne doit être compris comme établissant un précédent ou préjugeant du format des futures réunions du Bureau ou des réunions d'experts.

**Tableau 2b :**

**Besoins en ressources par division à partir des budgets de base intégrés pour l'année 2022***(Milliers de dollars des États-Unis)*

|  |  |
| --- | --- |
|  | 2022  |
| **I. Programmes :** |   |
|  Bureau de la Secrétaire exécutive | 2 788, 50  |
|  Protocoles APA et risques biotechnologiques  | 2 336, 50  |
|  Division science, société et avenirs durables | 3 617, 50  |
|  Division de l'appui à la mise en œuvre | 4 300, 75  |
| **II. Administration, finances et services de conférence** | 3 127, 57  |
| **Sous-total** | **16 170, 82**  |
| Coûts d'appui au programme | 2 102, 21  |
| **III. Réserve de fonds de roulement** | 166, 51  |
| **Total** | **18 439, 54**  |
| Part de la Convention dans le budget intérimaire (74%) | 13 645, 26  |
| Moins : Contribution du pays hôte | (1 238, 60) |
| Moins : Utilisation des réserves des années précédentes | (777, 00) |
| **Total net (montant à partager entre les Parties)** | **11 629, 66**  |

**Tableau 3**

**Tableau des effectifs au titre des programmes de base de la Convention et de ses Protocoles 2022**

|  |  |
| --- | --- |
| **Catégorie et niveau** | **Proposés pour 2022** |
| **Niveaux professionnel et supérieur** |  |
| SSG | 1 |
| D-1 | 3 |
| P-5 | 10 |
| P-4 | 13 |
| P-3 | 13 |
| P-2/1 | 9 |
| **Sous total** | **49** |
| **Services généraux** | 29 |
| **Total** | **78** |

**Tableau 4
Contributions au fonds d’affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique pour 2022**

|  | **Partie** | **Barème des quotes-parts 2019-2021** | **Barème prévoyant un plafond de 22 %, sans PMA payant plus de 0,01 %***[[3]](#footnote-4)* | **Contributions au 1er janvier 2022** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | Afghanistan | 0,007 | 0,009 | 1 018 |
| 2 | Afrique du Sud | 0,272 | 0,340 | 39 548 |
| 3 | Albanie | 0,008 | 0,010 | 1 163 |
| 4 | Algérie | 0,138 | 0,173 | 20 065 |
| 5 | Allemagne | 6,090 | 7,614 | 885 467 |
| 6 | Andorre | 0,005 | 0,006 | 727 |
| 7 | Angola | 0,010 | 0,010 | 1 163 |
| 8 | Antigua et Barbuda | 0,002 | 0,003 | 291 |
| 9 | Arabie Saoudite | 1,172 | 1,465 | 170 405 |
| 10 | Argentine | 0,915 | 1,144 | 133 038 |
| 11 | Arménie | 0,007 | 0,009 | 1 018 |
| 12 | Australie | 2,210 | 2,763 | 321 327 |
| 13 | Autriche | 0,677 | 0,846 | 98 434 |
| 14 | Azerbaïdjan | 0,049 | 0,061 | 7 124 |
| 15 | Bahamas | 0,018 | 0,023 | 2 617 |
| 16 | Bahreïn | 0,050 | 0,063 | 7 270 |
| 17 | Bangladesh | 0,010 | 0,010 | 1 163 |
| 18 | Barbade | 0,007 | 0,009 | 1 018 |
| 19 | Bélarus | 0,049 | 0,061 | 7 124 |
| 20 | Belgique | 0,821 | 1,026 | 119 371 |
| 21 | Belize | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 22 | Bénin | 0,003 | 0,004 | 436 |
| 23 | Bhoutan | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 24 | Bolivie (État plurinational de) | 0,016 | 0,020 | 2 326 |
| 25 | Bosnie-Herzégovine | 0,012 | 0,015 | 1 745 |
| 26 | Botswana | 0,014 | 0,018 | 2 036 |
| 27 | Brésil | 2,948 | 3,686 | 428 630 |
| 28 | Brunei Darussalam | 0,025 | 0,031 | 3 635 |
| 29 | Bulgarie | 0,046 | 0,058 | 6 688 |
| 30 | Burkina Faso | 0,003 | 0,004 | 436 |
| 31 | Burundi | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 32 | Cabo Verde | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 33 | Cambodge | 0,006 | 0,008 | 872 |
| 34 | Cameroun | 0,013 | 0,016 | 1 890 |
| 35 | Canada | 2,734 | 3,418 | 397 515 |
| 36 | Chili | 0,407 | 0,509 | 59 177 |
| 37 | Chine | 12,005 | 15,009 | 1 745 490 |
| 38 | Chypre | 0,036 | 0,045 | 5 234 |
| 39 | Colombie | 0,288 | 0,360 | 41 874 |
| 40 | Comores | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 41 | Congo | 0,006 | 0,008 | 872 |
| 42 | Cook (îles) | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 43 | Costa Rica | 0,062 | 0,078 | 9 015 |
| 44 | Côte d'Ivoire | 0,013 | 0,016 | 1 890 |
| 45 | Croatie | 0,077 | 0,096 | 11 196 |
| 46 | Cuba | 0,080 | 0,100 | 11 632 |
| 47 | Danemark | 0,554 | 0,693 | 80 550 |
| 48 | Djibouti | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 49 | Dominique | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 50 | Égypte | 0,186 | 0,233 | 27 044 |
| 51 | El Salvador | 0,012 | 0,015 | 1 745 |
| 52 | Émirats arabes unis | 0,616 | 0,770 | 89 565 |
| 53 | Équateur | 0,080 | 0,100 | 11 632 |
| 54 | Erythrée | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 55 | Espagne | 2,146 | 2,683 | 312 022 |
| 56 | Estonie | 0,039 | 0,049 | 5 670 |
| 57 | Eswatini | 0,002 | 0,003 | 291 |
| 58 | Etat de Palestine | 0,008 | 0,010 | 1 163 |
| 59 | Éthiopie | 0,010 | 0,010 | 1 163 |
| 60 | Fédération de Russie | 2,405 | 3,007 | 349 680 |
| 61 | Fidji | 0,003 | 0,004 | 436 |
| 62 | Finlande | 0,421 | 0,526 | 61 212 |
| 63 | France | 4,427 | 5,535 | 643 672 |
| 64 | Gabon | 0,015 | 0,019 | 2 181 |
| 65 | Gambie | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 66 | Géorgie | 0,008 | 0,010 | 1 163 |
| 67 | Ghana | 0,015 | 0,019 | 2 181 |
| 68 | Grèce | 0,366 | 0,458 | 53 215 |
| 69 | Grenade | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 70 | Guatemala | 0,036 | 0,045 | 5 234 |
| 71 | Guinée | 0,003 | 0,004 | 436 |
| 72 | Guinée équatoriale | 0,016 | 0,010 | 1 163 |
| 73 | Guinée-Bissau | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 74 | Guyana | 0,002 | 0,003 | 291 |
| 75 | Haïti | 0,003 | 0,004 | 436 |
| 76 | Honduras | 0,009 | 0,011 | 1 309 |
| 77 | Hongrie | 0,206 | 0,258 | 29 952 |
| 78 | Inde | 0,834 | 1,043 | 121 261 |
| 79 | Indonésie | 0,543 | 0,679 | 78 951 |
| 80 | Irak | 0,129 | 0,161 | 18 756 |
| 81 | Iran (République islamique d') | 0,398 | 0,498 | 57 868 |
| 82 | Irlande | 0,371 | 0,464 | 53 942 |
| 83 | Islande | 0,028 | 0,035 | 4 071 |
| 84 | Israël | 0,490 | 0,613 | 71 244 |
| 85 | Italie | 3,307 | 4,134 | 480 828 |
| 86 | Jamaïque | 0,008 | 0,010 | 1 163 |
| 87 | Japon | 8,564 | 10,707 | 1 245 179 |
| 88 | Jordanie | 0,021 | 0,026 | 3 053 |
| 89 | Kazakhstan | 0,178 | 0,223 | 25 881 |
| 90 | Kenya | 0,024 | 0,030 | 3 490 |
| 91 | Kirghizistan | 0,002 | 0,003 | 291 |
| 92 | Kiribati | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 93 | Koweït | 0,252 | 0,315 | 36 640 |
| 94 | Lesotho | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 95 | Lettonie | 0,047 | 0,059 | 6 834 |
| 96 | Liban | 0,047 | 0,059 | 6 834 |
| 97 | Liberia | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 98 | Libye | 0,030 | 0,038 | 4 362 |
| 99 | Liechtenstein | 0,009 | 0,011 | 1 309 |
| 100 | Lituanie | 0,071 | 0,089 | 10 323 |
| 101 | Luxembourg | 0,067 | 0,084 | 9 742 |
| 102 | Macédoine du Nord | 0,007 | 0,009 | 1 018 |
| 103 | Madagascar | 0,004 | 0,005 | 582 |
| 104 | Malaisie | 0,341 | 0,426 | 49 580 |
| 105 | Malawi | 0,002 | 0,003 | 291 |
| 106 | Maldives | 0,004 | 0,005 | 582 |
| 107 | Mali | 0,004 | 0,005 | 582 |
| 108 | Malte | 0,017 | 0,021 | 2 472 |
| 109 | Maroc | 0,055 | 0,069 | 7 997 |
| 110 | Marshall (Îles) | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 111 | Maurice | 0,011 | 0,014 | 1 599 |
| 112 | Mauritanie | 0,002 | 0,003 | 291 |
| 113 | Mexique | 1,292 | 1,615 | 187 853 |
| 114 | Micronésie (États fédérés de) | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 115 | Monaco | 0,011 | 0,014 | 1 599 |
| 116 | Mongolie | 0,005 | 0,006 | 727 |
| 117 | Monténégro | 0,004 | 0,005 | 582 |
| 118 | Mozambique | 0,004 | 0,005 | 582 |
| 119 | Myanmar | 0,010 | 0,010 | 1 163 |
| 120 | Namibie | 0,009 | 0,011 | 1 309 |
| 121 | Nauru | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 122 | Népal | 0,007 | 0,009 | 1 018 |
| 123 | Nicaragua | 0,005 | 0,006 | 727 |
| 124 | Niger | 0,002 | 0,003 | 291 |
| 125 | Nigeria | 0,250 | 0,313 | 36 349 |
| 126 | Niue | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 127 | Norvège | 0,754 | 0,943 | 109 629 |
| 128 | Nouvelle-Zélande | 0,291 | 0,364 | 42 311 |
| 129 | Oman | 0,115 | 0,144 | 16 721 |
| 130 | Ouganda | 0,008 | 0,010 | 1 163 |
| 131 | Ouzbékistan | 0,032 | 0,040 | 4 653 |
| 132 | Pakistan | 0,115 | 0,144 | 16 721 |
| 133 | Palau | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 134 | Panama | 0,045 | 0,056 | 6 543 |
| 135 | Papouasie-Nouvelle-Guinée | 0,010 | 0,013 | 1 454 |
| 136 | Paraguay | 0,016 | 0,020 | 2 326 |
| 137 | Pays-Bas | 1,356 | 1,695 | 197 158 |
| 138 | Pérou | 0,152 | 0,190 | 22 100 |
| 139 | Philippines | 0,205 | 0,256 | 29 806 |
| 140 | Pologne | 0,802 | 1,003 | 116 608 |
| 141 | Portugal | 0,350 | 0,438 | 50 889 |
| 142 | Qatar | 0,282 | 0,353 | 41 002 |
| 143 | République arabe syrienne | 0,011 | 0,014 | 1 599 |
| 144 | République Centrafricaine | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 145 | République de Corée | 2,267 | 2,834 | 329 615 |
| 146 | République de Moldavie | 0,003 | 0,004 | 436 |
| 147 | République démocratique du Congo | 0,010 | 0,010 | 1 163 |
| 148 | République démocratique populaire lao | 0,005 | 0,006 | 727 |
| 149 | République dominicaine | 0,053 | 0,066 | 7 706 |
| 150 | République populaire démocratique de Corée | 0,006 | 0,008 | 872 |
| 151 | République-Unie de Tanzanie | 0,010 | 0,010 | 1 163 |
| 152 | Roumanie | 0,198 | 0,248 | 28 789 |
| 153 | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 4,567 | 5,710 | 664 028 |
| 154 | Rwanda | 0,003 | 0,004 | 436 |
| 155 | Saint Vincent et les Grenadines | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 156 | Saint-Kitts-et-Nevis | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 157 | Saint-Marin | 0,002 | 0,003 | 291 |
| 158 | Sainte-Lucie | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 159 | Salomon (Îles) | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 160 | Samoa | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 161 | Sao Tomé et Principe | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 162 | Sénégal | 0,007 | 0,009 | 1 018 |
| 163 | Serbie | 0,028 | 0,035 | 4 071 |
| 164 | Seychelles | 0,002 | 0,003 | 291 |
| 165 | Sierra Leone | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 166 | Singapour | 0,485 | 0,606 | 70 518 |
| 167 | Slovaquie | 0,153 | 0,191 | 22 246 |
| 168 | Slovénie | 0,076 | 0,095 | 11 050 |
| 169 | Somalie | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 170 | Soudan | 0,010 | 0,010 | 1 163 |
| 171 | Soudan du Sud | 0,006 | 0,008 | 872 |
| 172 | Sri Lanka | 0,044 | 0,055 | 6 397 |
| 173 | Suède | 0,906 | 1,133 | 131 730 |
| 174 | Suisse  | 1,151 | 1,439 | 167 352 |
| 175 | Suriname | 0,005 | 0,006 | 727 |
| 176 | Tadjikistan | 0,004 | 0,005 | 582 |
| 177 | Tchad | 0,004 | 0,005 | 582 |
| 178 | Tchéquie | 0,311 | 0,389 | 45 218 |
| 179 | Thaïlande | 0,307 | 0,384 | 44 637 |
| 180 | Timor-Leste | 0,002 | 0,003 | 291 |
| 181 | Togo | 0,002 | 0,003 | 291 |
| 182 | Tonga | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 183 | Trinité-et-Tobago | 0,040 | 0,050 | 5 816 |
| 184 | Tunisie | 0,025 | 0,031 | 3 635 |
| 185 | Turkménistan | 0,033 | 0,041 | 4 798 |
| 186 | Turquie | 1,371 | 1,714 | 199 339 |
| 187 | Tuvalu | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 188 | Ukraine | 0,057 | 0,071 | 8 288 |
| 189 | Union européenne |  | 2,500 | 290 742 |
| 190 | Uruguay | 0,087 | 0,109 | 12 650 |
| 191 | Vanuatu | 0,001 | 0,001 | 145 |
| 192 | Venezuela | 0,728 | 0,910 | 105 849 |
| 193 | Viet Nam | 0,077 | 0,096 | 11 196 |
| 194 | Yémen | 0,010 | 0,010 | 1 163 |
| 195 | Zambie | 0,009 | 0,011 | 1 309 |
| 196 | Zimbabwe | 0,005 | 0,006 | 727 |
|  |  | **78,010** | **100,000** | **11 629 664** |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. CBD/COP/15/3. [↑](#footnote-ref-2)
2. Voir résolution 60/283 de l'Assemblée générale, section IV. [↑](#footnote-ref-3)
3. Voir paragraphe 5. [↑](#footnote-ref-4)